

qui a le tour de rendre les dépenses attrayantes. Voilà le genre d'homme que le public finit par trouver sympathique.

L'hon. Earl Rowe: Ce côté-là de la Chambre en est plein.

M. MacDonnell: Sauf erreur, nous continuerons dans la même voie jusqu'à ce qu'un événement quelconque nous en détourne. Beaucoup préfèrent se frayer la voie à coups de dépenses plutôt que de réaliser des économies, surtout ceux qui ont le plus à dire. La vérité est que nous avons fait des prodigalités, ou des folies, et que cela continuera tant que le contribuable le permettra. Évidemment, le Gouvernement peut prétendre qu'en août dernier les contribuables ont approuvé ces dépenses. Peut-être même pourrait-on soutenir que le Gouvernement a reçu mandat de dépenser. C'est peut-être vrai pour le moment, mais, d'autre part, le jour viendra sans doute où la population en souffrira et où les contribuables seront d'avis différent.

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement va de l'avant et le ministre a prévu un faible excédent qui, en réalité, n'est pas un excédent du tout. Le ministre a fait preuve de son optimisme habituel. Néanmoins, il a reconnu que son budget se fonde sur des estimations optimistes. Dans une entreprise du secteur privé, les dirigeants se tiendraient sur leur garde en pareilles circonstances et se prépareraient à faire face à toute éventualité. Ils ne miseraient pas tout leur avenir sur le maintien de la prospérité. En somme, une société privée doit prendre des précautions comme celles-là et même une entreprise publique doit en faire autant.

Dans la Gazette de ce matin, on parle d'un fléchissement très appréciable du revenu brut des chemins de fer Nationaux du Canada, mais il faut ajouter, en toute justice envers cette société que les dépenses ont également diminué très sensiblement, de fait, presque autant.

Le Gouvernement prévoit un excédent, mais, comme je viens de le dire, c'est un excédent léger et fictif. En pareilles circonstances, une société privée prendrait certaines mesures. La différence, c'est que, en matière de finances publiques, on peut toujours compter sur le contribuable et, au besoin, emprunter, de sorte que les dépenses se perpétuent indéfiniment. Depuis quinze ans, le Gouvernement s'est habitué à vivre dans la prospérité. Rien n'indique qu'il pense que la situation a changé. Le ministre a reconnu la possibilité d'un changement, mais il compte vraiment sur le retour de la prospérité. En termes bien simples, c'est ce que nous faisons.

Ainsi que le rapporte la page 3946 du *hansard*, le ministre, après avoir parlé de la situation existant aux États-Unis, a déclaré:

Pour ma part, je crois pouvoir conclure qu'en général notre production nationale pour 1954 égale ou dépasse celle de 1953, si elle ne la dépasse pas. En d'autres termes, je crois que la hausse qui se produira au second semestre fera plus que compenser les fléchissements qui se manifestent actuellement dans certains domaines de l'industrie.

C'est ce que nous espérons tous et peut-être notre espoir se réalisera-t-il. Mais les entreprises privées ne peuvent entièrement compter là-dessus; il leur faut prendre des mesures pour faire face à la situation. Le Gouvernement, je le répète, mise sur une période de prospérité. Nous connaissons tous une parole banale du fameux personnage *Micawber*. J'en ai une sous les yeux qui n'est pas tout à fait aussi bien connue et qu'il vaut la peine de signaler à la Chambre. Si l'on en juge par ce que *M^{me} Micawber* dit de son mari et que la citation nous révélera, à cette époque on emprisonnait les gens pour dettes. Je lui laisse la parole:

Je l'ai vu rentrer à la maison pour souper tout en larmes en déclarant qu'il n'y avait plus qu'à attendre d'être mis en prison; il allait pourtant se coucher en calculant combien il en coûterait pour mettre des baies vitrées à la maison, "pour le cas où il se produirait quelque chose" selon son expression préférée.

Je prétends, monsieur le président, que nous vivons actuellement dans ce même esprit de sécurité imaginaire, nous contentant d'espérer que tout sera pour le mieux. Nous espérons... mais nous ne prenons aucune mesure.

Il y a augmentation générale des dépenses, et le ministre se console en disant que tout ira bien. On pense à l'opéra "la vie d'un libertin",—il s'agit bien entendu d'un libertinage très honnête,—mais il peut néanmoins tourner au très grand désavantage du pays.

Comme je l'ai déjà signalé, nulle économie n'est possible sans un certain sentiment d'urgence; mais, si ce sentiment existe, nous assistons alors à de remarquables réalisations, comme aux États-Unis. Les honorables députés se rappelleront la vieille rengaine de café-concert "Pour qui veut la fin, il y a trois moyens". Eh bien nous n'avons pas encore trouvé un seul moyen, et c'est ce dont je me plains. Chacun sait qu'il y a prodigalité. J'ai déjà signalé moi-même que le ministère de l'Agriculture compte 55 économistes. J'ai pris la peine de me renseigner un peu sur ce que font ces économistes.

M. le président suppléant: A l'ordre! L'honorable député me rend un peu perplexe et je crois qu'en toute justice pour le comité et pour l'honorable député qui a la parole